

RAPPORT N° 2025/3-30
Au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025

OBJET

AMENAGEMENT D'UNE VOIE D'ACCES AU BOULEVARD SUD DEPUIS LE CHEMIN GRAND CANAL A SAINTE-CLOTILDE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – APPROBATION DU PROGRAMME DES TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 2.8.1 « INFRASTRUCTURES CYCLISTES, DEVELOPPEMENT DES MODES DOUX » DU PROGRAMME EUROPEEN FEDER 2021-2027

I – PREAMBULE

Le développement et la sécurisation des mobilités actives constituent un axe majeur du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la CINOR. Cette ambition se traduit concrètement dans son Plan de Déplacement Urbain (PDU) et dans son schéma des mobilités qui identifie des itinéraires prioritaires pour favoriser notamment les déplacements à vélo et à pied.

Fidèle à ses engagements, la Communauté prend donc en compte cette problématique dans l'élaboration de son programme d'aménagement et de rénovation de voirie, chaque fois que cela est possible, en intégrant des voies piétonnes et des pistes cyclables, qu'elle conforte et améliore en concertation avec ses communes membres.

C'est donc dans cette logique qu'un marché de travaux a été lancé en janvier 2025, par le biais d'une procédure adaptée (MAPA), en vue de l'aménagement d'une voie d'accès sur le Boulevard Sud, depuis le chemin Grand Canal intégrant une piste cyclable d'environ 312 mètres linéaires, des cheminements piétons (trottoirs) ainsi que des aménagements paysagers et d'éclairage public.

Ces travaux visent à la fois à sécuriser les modes actifs (vélos et marche) tout en développant ces activités, alternatives à la dépendance automobile, mais aussi et surtout s'inscrivent pleinement dans la stratégie globale de mobilité de la CINOR, et notamment en anticipation de son projet de TCSP (BAOBAB). En effet, ces aménagements s'avèrent être une étape cruciale pour favoriser l'intermodalité et permettront de créer des liaisons douces efficaces, encourageant ainsi l'utilisation du TCSP dès sa mise en service.

Pour plus d'efficience, le marché, d'un montant **774 418,00 € HT**, a été alloté en quatre lots distincts :

| | | |
|-------|---|-----------------|
| Lot 1 | Aménagement de la voie d'accès au Boulevard Sud | 452 033,00 € HT |
| Lot 2 | Eclairage public sur la voie d'accès | 75 265,00 € HT |
| Lot 3 | Travaux de moellonnage sur la voie d'accès | 63 400,00 € HT |
| Lot 4 | Travaux d'enrobés définitifs | 143 920,00 € HT |
| Lot 5 | Espaces verts | 39 800,00 € HT |

Par ailleurs, afin d'évaluer l'adoption de la nouvelle piste cyclable, la CINOR a prévu d'intégrer des systèmes de comptage permettant d'identifier le flux de cyclistes pour un coût estimé à 14 000,00 € HT.

Le démarrage du chantier est prévu pour le 2^{ème} semestre 2025 pour une durée de travaux estimée à 12 mois (y compris une période de préparation de 1 mois).

Ce projet est en parfaite cohérence avec le plan régional vélo (PRV) qui propose des actions qui, d'une part, visent à encourager et favoriser le développement des modes doux sur le territoire dans un souci de décarbonation progressive des modes de déplacement individuels sur le territoire et, d'autre part, s'inscrivent dans la continuité des choix stratégiques définis dans le SAR et dans le Schéma Régional des Infrastructures de Transports (SRIT) qui fixe de grandes orientations en matière de développement et de mobilité durable.

Ces actions sont d'autant plus soutenues par l'Europe que cette dernière s'est de nouveau engagée dans l'accompagnement des mesures prises par les collectivités à travers la fiche action 2.8.1 « Infrastructures cyclistes, développement des modes doux » du Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 qui permet notamment le financement des projets qui visent à améliorer l'offre en infrastructures pour le vélo et les piétons afin de favoriser l'augmentation de leur part modale.

Agence de l'Europe en Région
974-249740119-20250626-PC2026-3-30-DE
Date de réception préfecture : 09/07/2025

Les travaux d'aménagement de la voie d'accès au Boulevard Sud depuis le chemin Grand Canal répondant à ces objectifs, ces derniers sont donc susceptibles d'être financés par l'Europe au titre de cette fiche action.

II – PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Conformément aux modalités liées aux demandes de subventions, il est proposé le plan de financement suivant étant précisé que celui-ci ne porte que sur les postes éligibles tels que détaillés par la fiche action 2.8.1 « Infrastructures cycliste, développement des modes doux » du programme européen FEDER 2020/2027, soit un montant de 358 140,00 € HT (y compris 14 000 € correspondant au coût prévisionnel des dispositifs de comptage) correspondant aux aménagements spécialement affectés aux modes doux et aux piétons (éclairage public, mobiliers, espaces verts, etc....) :

| | Montant HT | Union Européenne | Cinor* |
|-------------------------|--------------|------------------|-------------|
| Dépenses éligibles en % | 358 140,00 € | 304 419,00 € | 53 721,00 € |
| | 100% | 85,00 | 15 |

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le programme des travaux d'aménagement d'une voie d'accès sur le Boulevard Sud depuis le chemin Grand Canal sur la commune de Saint-Denis ;
- Approuver le plan de financement de ces aménagements au titre du PO/FEDER 2021-2027, action 2.8.1 « Infrastructures cyclistes, développement des modes doux » sur la base d'un montant éligible de l'opération établi à 358 140,00 € HT (y compris 14 000 € correspondant au coût prévisionnel des dispositifs de comptage) ;
- Valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 53 721,00 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 15 % du montant éligible hors taxe de l'opération, portant ainsi sa contribution totale à 469 999,00 € HT ;
- M'autoriser à solliciter les subventions correspondantes auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2025/3-30
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

AMENAGEMENT D'UNE VOIE D'ACCES AU BOULEVARD SUD DEPUIS LE CHEMIN GRAND CANAL A SAINTE-CLOTILDE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – APPROBATION DU PROGRAMME DES TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 2.8.1 « INFRASTRUCTURES CYCLISTES, DEVELOPPEMENT DES MODES DOUX » DU PROGRAMME EUROPEEN FEDER 2021-2027

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/3-30 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le programme des travaux d'aménagement d'une voie d'accès sur le Boulevard Sud depuis le chemin Grand Canal sur la commune de Saint-Denis ;

ARTICLE 2

D'approuver le plan de financement de ces aménagements au titre du PO/FEDER 2021-2027, action 2.8.1 « Infrastructures cyclistes, développement des modes doux » sur la base d'un montant éligible de l'opération établi à 358 140,00 € HT (y compris 14 000 € correspondant au coût prévisionnel des dispositifs de comptage) ;

ARTICLE 3

De valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 53 721,00 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 15 % du montant éligible hors taxe de l'opération, portant ainsi sa contribution totale à 469 999,00 € HT ;

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à solliciter la subvention correspondante auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIN 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2026-3-30-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025